



## Message 2021-DAEC-64

8 juin 2021

### du Conseil d'Etat au Grand Conseil accompagnant le projet de décret relatif à l'octroi d'un crédit d'engagement pour la mise en œuvre du Plan Climat cantonal du canton de Fribourg

Nous sollicitons l'octroi d'un crédit d'engagement, de type crédit-cadre, d'un montant de 21 000 000 francs pour la période 2022–2026 pour la mise en œuvre du Plan Climat cantonal du canton de Fribourg

Le présent message s'articule comme suit:

<b>1. Contexte du projet</b>	<b>1</b>
<b>2. Plan Climat cantonal du canton de Fribourg</b>	<b>2</b>
<b>3. Financement</b>	<b>7</b>
<b>4. Conclusions</b>	<b>8</b>

#### 1. Contexte du projet

##### 1.1. Changements climatiques en Suisse et dans le canton de Fribourg

Au cours des dernières décennies, le climat de la Suisse a connu des changements considérables. En raison de sa situation géographique, la Suisse subit un réchauffement bien plus marqué que la moyenne planétaire<sup>1</sup> avec des impacts visibles tels que le recul des glaciers, l'augmentation de la température des lacs et cours d'eau, la modification du développement saisonnier des plantes ou encore l'augmentation du nombre de décès lors des vagues de chaleur (OFEV 2020).

En 2018, le *National Centre for Climate Services* (NCCS) a publié les scénarios climatiques CH2018 élaborés conjointement avec l'Office fédéral de météorologie et de climatologie (MétéoSuisse) et le *Center for Climate Systems Modeling* de l'École polytechnique fédérale de Zurich (EPFZ). Ces scénarios établissent et comparent de manière concrète les effets des changements climatiques sur le territoire suisse à l'horizon 2085, avec et sans mesures de protection du climat. Ils prévoient des étés secs, de fortes précipitations, plus de journées tropicales et des hivers peu enneigés.

À titre d'exemple, les précipitations estivales en Suisse pourraient être réduites de 45% par les changements climatiques dans le scénario *sans mesures de protection*. La région du canton de Fribourg devrait compter parmi les plus fortement

touchées par les sécheresses dues au manque de précipitations estivales, avec une réduction de 20% à 40%. Même dans le scénario *avec mesures de protection du climat* une réduction des précipitations estivales jusqu'à 20% est prévue d'ici 2085 dans la région fribourgeoise (CH2018 Project Team 2018).

##### 1.2. Vision de la Confédération et du canton de Fribourg

Dans le cadre de la 21<sup>e</sup> Conférence des Parties (COP21) de la Convention-Cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) tenue à Paris en 2015, 196 Etats signataires ont adopté l'Accord de Paris sur le climat, un traité international juridiquement contraignant sur les changements climatiques et portant sur des objectifs communs dans le domaine de la réduction des gaz à effet de serre, abrégés GES (OFEV 2018). Ce texte a pour ambition de contenir le réchauffement climatique dû à l'activité humaine nettement en dessous de 2 °C par rapport aux niveaux préindustriels et à poursuivre l'action menée pour limiter l'élévation de la température à 1,5 °C.

La Suisse fait partie des Etats signataires de l'Accord de Paris, qu'elle a ratifié en 2017. Sa stratégie de réduction des émissions de GES est en place depuis son adhésion au protocole de Kyoto en 2003, avec, comme base stratégique, la loi sur le CO<sub>2</sub> en vigueur depuis 2008. La révision complète de ce texte de loi prévoit de nouvelles valeurs qui découlent de l'Accord de Paris. La période concernée s'étendra de 2021 à 2030, et les émissions de GES devront être réduites d'au moins 50% par rapport à 1990. Suite au dernier rapport scientifique publié

<sup>1</sup> La Suisse a connu une hausse des températures de près de 2 °C alors que la moyenne planétaire se situe à environ 1 °C.

en 2018 par le GIEC<sup>1</sup> sur les impacts d'un réchauffement climatique global de 1,5 °C (IPCC 2018), le Conseil fédéral a décidé durant l'été 2019 que la Suisse devrait atteindre zéro émission nette dès 2050<sup>2</sup>.

Au niveau cantonal, le Conseil d'Etat a fait du climat une des priorités de son agenda. En novembre 2019, il a décidé d'accélérer la transition du canton vers une société neutre en carbone et de s'adapter aux changements climatiques. Dans cette optique, le gouvernement cantonal a défini deux objectifs sur lesquels baser sa politique climatique:

- > assurer les capacités d'adaptation du territoire aux changements climatiques;
- > sortir de la dépendance aux énergies fossiles et réduire les émissions de gaz à effet de serre de 50% d'ici à 2030. À l'horizon 2050, le canton de Fribourg veut contribuer à l'objectif zéro émission nette (les émissions de GES résiduelles ne devront pas dépasser ce que les réservoirs, ou puits de carbone, sont capables d'absorber); il se rallie ainsi aux objectifs de la Confédération.

De nombreuses initiatives ont été menées de front ces trois dernières années pour assurer l'ambition climatique du Conseil d'Etat: élaboration d'un bilan carbone cantonal permettant de connaître l'état des lieux et de suivre, de manière quantitative, l'effort à fournir pour atteindre les objectifs climatiques; analyse des risques des changements climatiques sur le canton; élaboration du Plan Climat cantonal; élaboration d'une base légale cantonale (voir sous-chapitre 1.3); mise en ligne d'une plateforme d'accompagnement au changement pour l'ensemble de la société (entreprises, communes, écoles, administration cantonale, grand public) afin de sensibiliser et d'engager tous les acteurs de la région fribourgeoise aux enjeux climatiques. En dehors de ces activités, d'autres stratégies, programmes et mesures, au bénéfice de financements propres, ont des effets principaux ou secondaires en faveur de la protection du climat. Il s'agit notamment de la Stratégie de développement durable, du Programme Bâtiments, du Plan sectoriel vélo, de la Stratégie biodiversité (en cours d'élaboration), du renforcement de l'offre en transports publics, de l'assainissement énergétique du parc immobilier de l'Etat ou encore de divers projets dans les secteurs de l'agriculture et des forêts. Ainsi, en prenant uniquement en compte les montants prévus pour les programmes principaux (le Plan sectoriel vélo, les indemnités pour les transports publics et le

Programme Bâtiments), les montants investis par l'Etat pour le climat s'élèvent à environ 275 millions de francs pour 5 ans, sans compter le programme d'assainissement du parc immobilier de l'Etat pour lequel un décret devrait être soumis au Grand Conseil dans l'année. En élargissant aux autres plans et stratégies pouvant avoir un impact positif sur le climat, cités ci-dessus, les montants engagés par l'Etat s'élèveraient à environ 500 millions de francs pour 5 ans.

Par ailleurs, un avant-projet de loi sur le climat vise à renforcer la politique climatique du canton de Fribourg. En effet, par motion déposée le 28 mars 2019 par les députées Julia Senti et Christa Mutter (2019-GC-44), le Conseil d'Etat a été interpellé sur la nécessité d'un ancrage législatif de sa politique climatique. La motion exigeait que les dispositions d'une base légale sur le climat contiennent au minimum les éléments suivants: l'élaboration d'une stratégie climatique; la détermination d'un objectif climatique; et la mise en place d'un mécanisme de financement des mesures issues de la stratégie. Dans sa réponse du 26 novembre 2019, le Conseil d'Etat «reconnait [...] qu'un ancrage formel du plan climat au sein de l'appareil législatif cantonal représenterait un moyen efficace d'inscrire la stratégie dans la durée, de lui conférer un caractère contraignant et de renforcer sa légitimité». Le 24 juin 2020, le Grand Conseil a voté la prise en considération de la réponse à cette motion et chargé le Conseil d'Etat d'entamer des travaux législatifs. Cet avant-projet de loi est en cours de finalisation. Le Conseil d'Etat prévoit de le soumettre à consultation publique courant 2021.

L'objet du présent message vise à assurer un montant pour la mise en œuvre des mesures décrites dans le Plan Climat cantonal de première génération. Par la suite, le projet de loi évoqué ci-dessus devrait renforcer ce premier crédit d'engagement par la mise en place de nouveaux mécanismes de financement.

## 2. Plan Climat cantonal du canton de Fribourg

### 2.1. Contenu et structure

Le Plan Climat cantonal instaure la stratégie climatique qui couvre la période 2021–2026. Il s'agit de la toute première stratégie climatique cantonale. Conformément à l'orientation donnée par le Conseil d'Etat, le Plan Climat cantonal se décline en deux volets (adaptation et atténuation), 8 axes stratégiques et 115 mesures (voir figure 1).

<sup>1</sup> Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC): établi en 1988 par l'Organisation météorologique mondiale (OMM) et le Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE) en vue de fournir aux responsables politiques des évaluations scientifiques périodiques concernant les changements climatiques, leurs incidences et les risques futurs, de même que de leur présenter des stratégies d'adaptation et d'atténuation. L'acronyme anglophone est IPCC (Intergovernmental Panel on Climate Change).

<sup>2</sup> L'objectif «zéro émission nette», ou «net zéro carbone», est considéré atteint lorsqu'un territoire ne rejette dans l'atmosphère que ce que les réservoirs naturels et artificiels (puits de carbone) peuvent absorber. Il s'agit donc aussi bien de procéder à des mesures de réduction des émissions de GES que de captage et de séquestration.

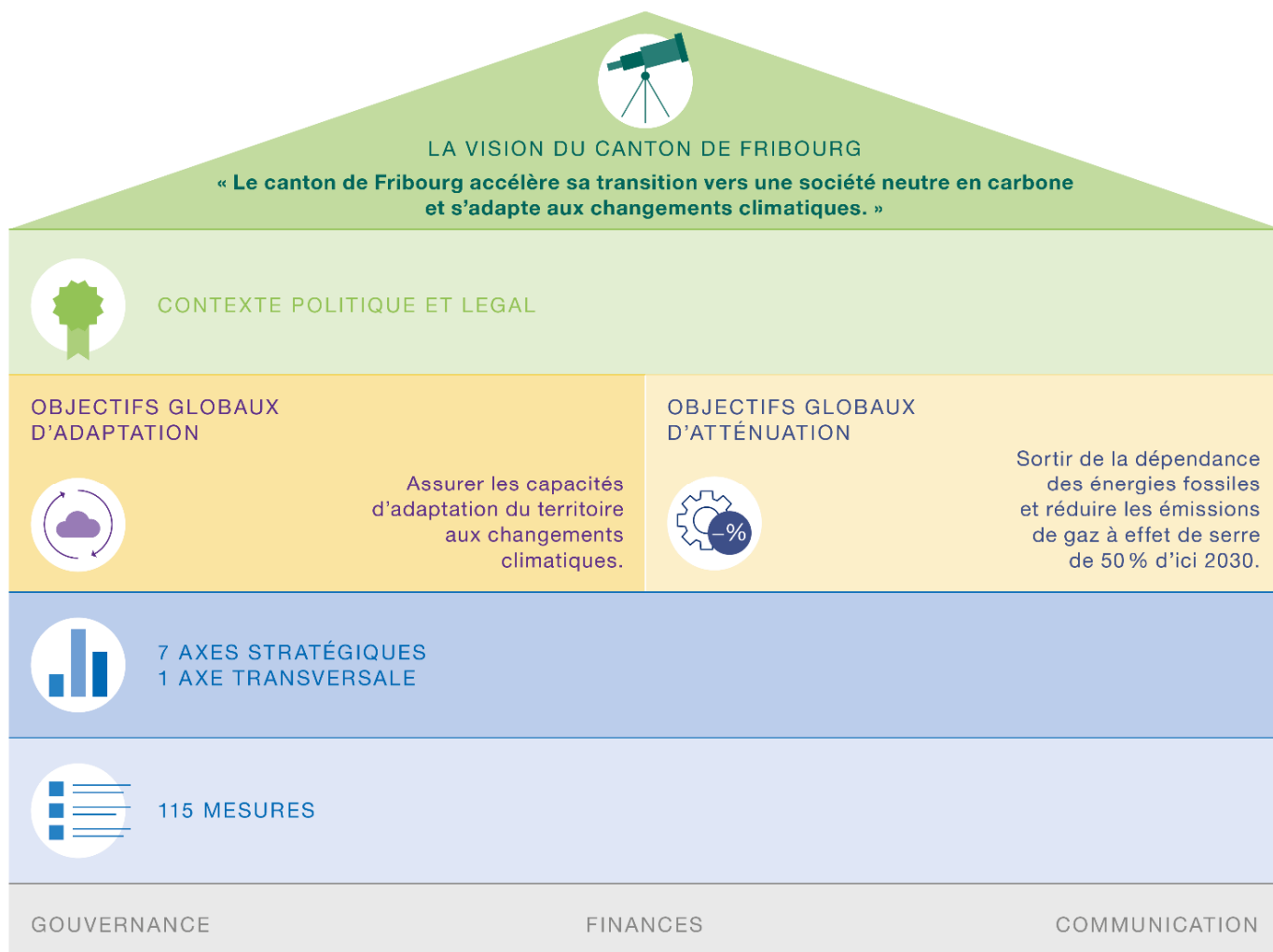


Figure 1: Contexte global du *Plan Climat cantonal*.

Source: *Etat de Fribourg*.

Le premier volet a pour thématique l'*adaptation*, à savoir les mesures permettant au canton de s'adapter aux changements climatiques actuels et futurs. Il comprend les axes «Eau» «Biodiversité» et «Territoire et Société». Le second volet traite de l'*atténuation*, à savoir les mesures de réduction et de stockage des émissions de gaz à effet de serre pour limiter le réchauffement climatique sur Terre. Il est composé de quatre

axes: «Mobilité», «Énergie et bâtiments», «Alimentation et agriculture», «Consommation et économie». Pour compléter ces deux volets et renforcer le caractère intersectoriel de cette stratégie, un axe «Transversal» comprend des mesures de coordination, de sensibilisation et de communication touchant l'intégralité des secteurs.

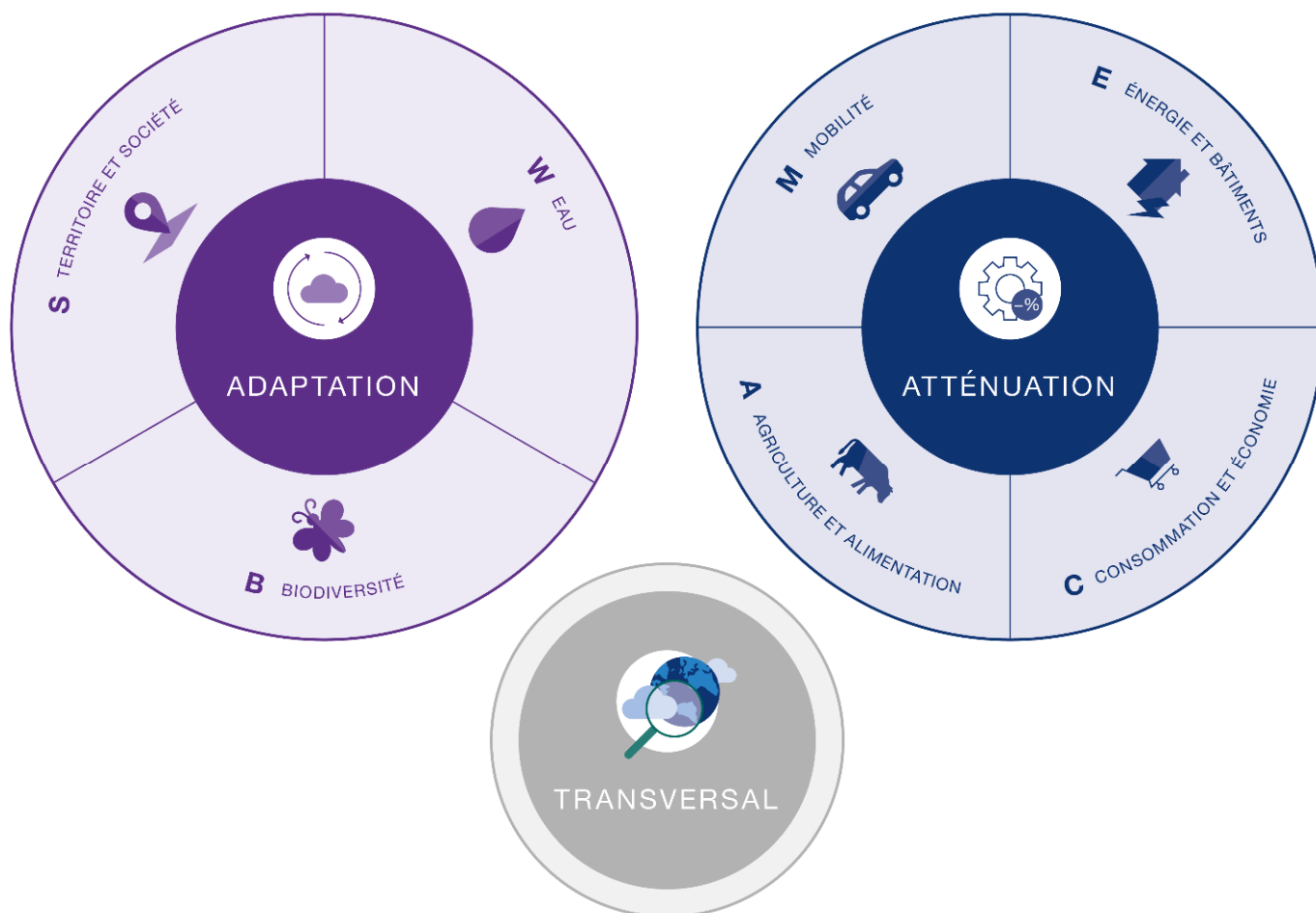


Figure 2: représentation des 8 axes stratégiques du *Plan Climat cantonal*.

Source: *Etat de Fribourg*

## 2.2. Objectifs

De manière globale, le Plan Climat cantonal propose une stratégie climatique permettant au canton de Fribourg de se placer sur la trajectoire de réduction des GES et ainsi d'atteindre les objectifs fixés par le Conseil d'Etat: réduire de moitié ses émissions de GES d'ici 2030 et contribuer à l'objectif de zéro émission nette d'ici 2050. Afin d'évaluer la réalisation des objectifs climatiques, un bilan carbone complet sera effectué tous les cinq ans. Le degré d'alignement des résultats du pro-

chain bilan carbone cantonal sur la trajectoire de réduction des émissions souhaitée (voir figure 3) permettra d'apprécier l'efficacité des mesures du Plan Climat cantonal. Ainsi, il sera possible d'évaluer à intervalle régulier le degré de réalisation des objectifs et de réorienter le plan de mesures au besoin. Par ailleurs, pour les mesures qui s'y prêtent, des objectifs de réduction seront fixés au début de leur mise en œuvre, à titre d'indicateurs de résultat.

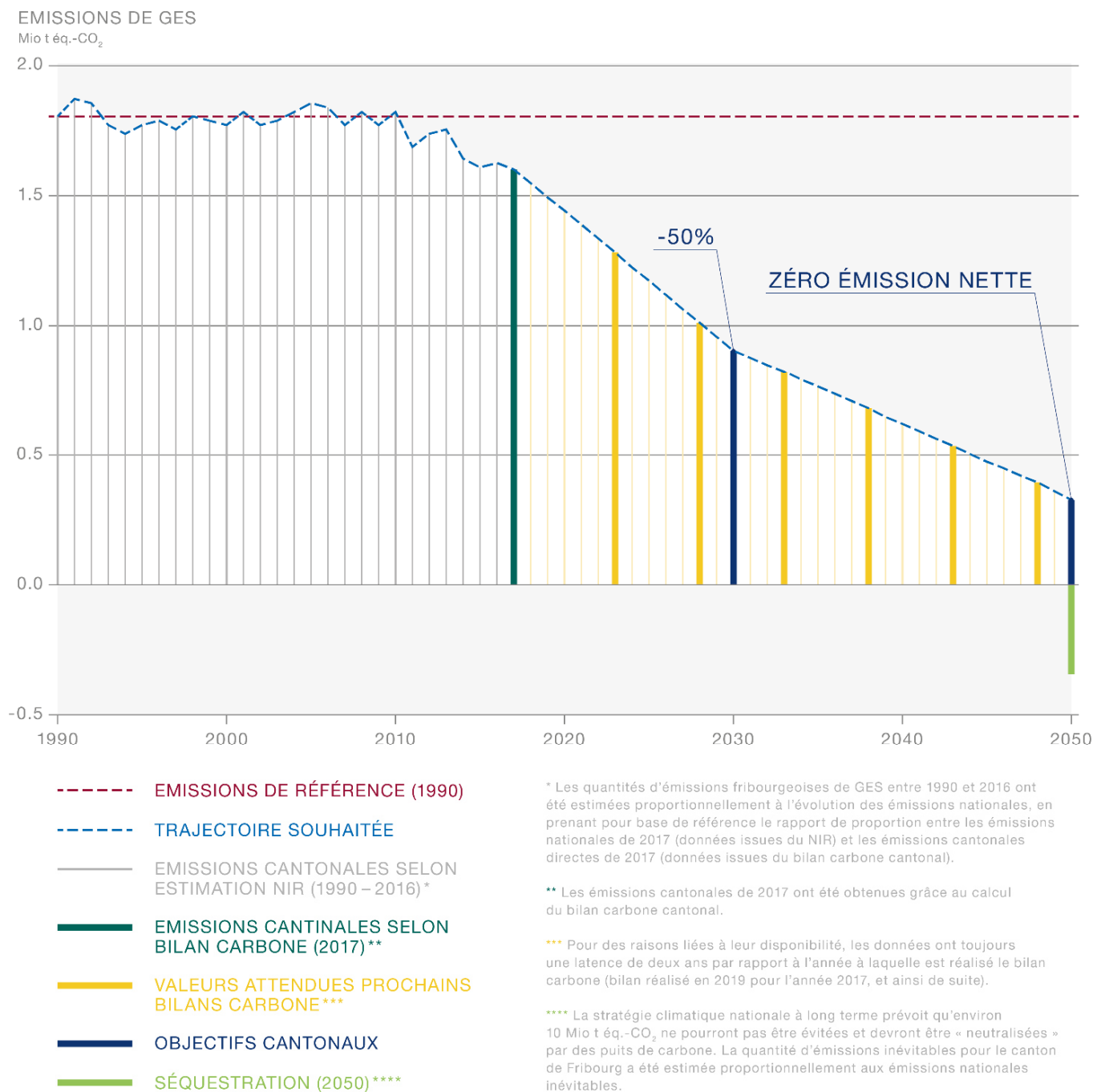


Figure 3: Évolution des émissions cantonales directes de GES entre 1990 et 2017 et trajectoire à suivre pour atteindre les objectifs visés par le Conseil d'Etat.

Source: Etat de Fribourg

### 2.3. Mesures

Le Plan Climat cantonal est le plan ou catalogue de mesures qui concrétise la stratégie climatique cantonale au-delà des différentes mesures déjà prises ou prévues dans les politiques sectorielles de l'Etat pour réduire les émissions à effet de serre. Les 115 mesures qui le composent s'inscrivent dans les huit axes stratégiques présentés plus haut. Les mesures peuvent être de six types différents, à savoir «Connaissances et communication», «Encouragement», «Exemplarité de l'Etat», «Législation», «Projets sectoriels» et «Projets pilotes». Cette

catégorisation permet de mieux identifier les mesures. Pour chaque mesure, le catalogue spécifie le titre et la description, l'entité responsable de la mise en œuvre et le coût estimé. L'estimation des coûts pour la mise en œuvre des mesures ainsi que la répartition financière par mesure ont été calculées avec l'aide des expert-e-s et des différentes entités responsables de la mise en œuvre.

## 2.4. Méthode de travail et gouvernance

Le Plan Climat cantonal a été élaboré à la suite d'un processus participatif mené pour les deux volets stratégiques que sont l'atténuation et l'adaptation. L'élaboration a impliqué les services cantonaux concernés, des représentant-e-s des branches économiques, des représentant-e-s de la société civile et des représentant-e-s du monde scientifique, ainsi que le Conseil d'Etat. Les politiques sectorielles et intersectorielles (Énergie, Stratégie biodiversité, Plan de gestion des déchets, Plan de mesure de la protection de l'air, Gestion globale des eaux, Plan Directeur cantonal, etc.) et leurs nombreuses stratégies existantes ont été prises en compte dans le Plan Climat cantonal, sans faire doublon. Pour ce faire, les différents acteurs de ces stratégies ont également pris part aux groupes de travail.

L'élaboration du Plan Climat cantonal a été encadrée par le Comité de projet (COPRO), composé de membres du Service de l'environnement. Sa supervision a été assu-

rée par un Comité de pilotage (COPI) formé d'un à deux représentant-e-s par Direction et de la Chancellerie. Un groupe d'accompagnement (offices fédéraux, autres cantons, entreprises, ONG, communes, groupes scientifiques, etc.), ainsi que des conseillers/ères externes ont également contribué à la réalisation de ce premier Plan Climat cantonal.

## 2.5. Calendrier, mise en œuvre, monitoring et révision

La mise en œuvre du Plan Climat cantonal de 1<sup>re</sup> génération a été initiée en 2021 déjà grâce au financement via le budget ordinaire 2021 des vingt-cinq mesures jugées «urgentes» (voir figure 4) par le Conseil d'Etat. Il est prévu que la première génération du Plan Climat se déploie de 2021 à 2026, soit sur six ans. Par la suite, les futures générations de Plan Climat suivront le calendrier de législation.









ADAPTATION			ATTÉNUATION				TRANSVERSAL
W	B	S	M	E	A	C	
							
EAU	BIODIVERSITÉ	TERRITOIRE ET SOCIÉTÉ	MOBILITÉ	ÉNERGIE ET BÂTIMENTS	AGRICULTURE ET ALIMENTATION	CONSOMMATION ET ÉCONOMIE	
W.5.1 W.5.5	B.6.1	S.1.3 S.2.2 S.5.5 S.5.6 S.5.10	M.1.1 M.3.2 M.4.1 M.4.2 M.4.3	E.3.2 E.5.1	A.2.2 A.2.4 A.5.1	C.2.1 C.2.4 C.3.1	T.1.3 T.6.1 T.6.2 T.6.3

Figure 4: Les vingt-cinq mesures «urgentes» lancées en 2021.

Le Conseil d'Etat met en œuvre la stratégie par l'intermédiaire des Directions et unités administratives désignées dans le descriptif des mesures. La Direction de l'aménagement, de l'environnement et des constructions assume la responsabilité du suivi budgétaire et comptable détaillé de l'ensemble des mesures prévues dans le plan. Toutes les mesures sont coordonnées par le COPRO et le COPI.

L'état d'avancement et l'efficacité des mesures du *Plan Climat cantonal* seront périodiquement évalués à l'aide de mécanismes de *reporting* comprenant les fiches de suivi et le rapport annuel. Ce monitoring sera assuré par le COPRO et le COPI et ainsi de manière transversale avec l'implication de toutes les directions.

Les mesures seront intégralement réadaptées et les priorités redéfinies tous les cinq ans sur la base d'un bilan carbone cantonal mis à jour. Le Plan Climat cantonal sera intégralement révisé en 2027 avec un nouvel horizon temporel de révision portant à 2031. Le processus est sous la responsabilité du COPI, les choix des priorités budgétaires restant de la compétence du Conseil d'Etat et du Grand Conseil.

## 2.6. Bénéfices

La lutte contre les changements climatiques nécessite une transition globale vers des modèles sociaux et économiques zéro carbone. Les objectifs fixés ne pourront être atteints que



si la société s'oriente vers de nouveaux modes de vie et de consommation, ainsi que de nouveaux modèles de production économique. Ces transformations sont l'occasion d'embrasser certaines opportunités majeures, parmi lesquelles: une meilleure qualité de vie, une augmentation de l'innovation et de la recherche, ou encore des effets positifs sur la production locale d'énergie et de biens de consommation. Les cantons ont un rôle décisif à jouer pour bâtir une société plus écologique en collaboration avec les autres institutions publiques, les communes, les entreprises, les associations et la population. Cette première génération du Plan Climat cantonal pose les jalons d'une société résiliente face aux changements climatiques et exemplaire en la matière. Elle constitue la contribution du canton de Fribourg à un effort mondial commun, auquel participent la Confédération, les cantons, et l'ensemble de la société. Les actions engagées en faveur du climat impacteront de nombreux domaines et assureront des répercussions bénéfiques tant pour les citoyen-ne-s que pour l'emploi et l'économie dans le canton. Le projet de stratégie climatique fribourgeoise assure une coordination adéquate avec les autres politiques et stratégies sectorielles et intersectorielles, sans faire doublon, mais en renforçant les mesures existantes et en proposant de nouvelles mesures ambitieuses et pragmatiques.

### 3. Financement

#### 3.1. Coût du Plan Climat cantonal

Le montant nécessaire estimé pour la mise en œuvre (2021 à 2026) du Plan Climat cantonal s'élève au total à 22 800 000 francs. Ce montant comprend le financement de l'ensemble de la mise en œuvre des mesures, ainsi que les ressources (y compris en personnel) nécessaires à leur réalisation et à leur suivi. La répartition des coûts est détaillée pour chaque mesure et sur l'ensemble de la période de mise en œuvre, soit de 2021 à 2026, dans le descriptif des mesures du Plan Climat cantonal. Les montants nécessaires ont été calculés par les expert-e-s des Directions et Services cantonaux concernés, ainsi que par le COPRO.

Sur ce montant de 22 800 000 francs, 1 250 000 francs sont déjà prévus au budget 2021 pour la mise en œuvre de vingt-cinq mesures «urgentes». A cela vient s'ajouter une somme de 540 000 francs issue du Plan de relance économique lié à la pandémie COVID-19. Ainsi, le montant total prévu au budget 2021 pour la mise en œuvre du Plan Climat cantonal s'élève à 1 790 000 francs.

#### 3.2. Montant du crédit demandé

Le projet de décret porte sur le solde restant (arrondi et après déduction des montants alloués pour 2021), à savoir 21 000 000 francs, qui seront nécessaires pour la suite de la

mise en œuvre du Plan Climat cantonal (2022 à 2026). Ces 21 000 000 francs seront répartis progressivement au cours des cinq prochaines années et distribués par mesure comme cela est détaillé dans le catalogue des mesures du Plan Climat cantonal. L'enveloppe budgétaire demandée sera donc utilisée de manière ciblée et en gradation selon le tableau ci-dessous, sous réserve des disponibilités budgétaires des années en question:

2021	2022	2023	2024	2025	2026
1,79 Mio.	2,50 Mio.	3,20 Mio.	4,20 Mio.	5,10 Mio.	6,00 Mio.

Tab. 1 Répartition envisagée des 22 800 000 francs du *Plan Climat cantonal*, dont les 21 000 000 francs demandés par le décret pour les cinq prochaines années (2022 à 2026).

Le présent décret est soumis au référendum financier facultatif.

Compte tenu du montant de la dépense, le projet de décret devra, conformément à l'article 141 al. 2 de la loi du 6 septembre 2006 sur le Grand Conseil, être adopté à la majorité des membres du Grand Conseil et non à la majorité des membres présents (art. 140 de la même loi).

#### 3.3. Nécessité du crédit demandé

Les impacts des changements climatiques sur le canton de Fribourg décrits dans le sous-chapitre 1.1 démontrent bien la nécessité d'agir à l'échelle cantonale. Le canton de Fribourg a un rôle décisif à jouer pour agir aussi bien sur les causes que sur les impacts des changements climatiques afin de préserver le système climatique dans l'intérêt des générations présentes et futures<sup>1</sup>. Le crédit d'engagement demandé permettra de mettre en œuvre, sans délai, la stratégie climatique cantonale définie par le Conseil d'Etat et contenue dans le Plan Climat cantonal. Les mesures prévues dans le Plan Climat cantonal permettront de coordonner toutes les démarches entreprises en faveur du climat au sein de l'Etat de Fribourg et ainsi d'atteindre les objectifs climatiques fixés par le Conseil d'Etat.

#### 3.4. Autres aspects

Le projet de décret n'influence pas la répartition des tâches Etat-communes et n'est pas concerné par les questions d'eurocompatibilité. Il participe au renforcement du développement durable, dont la politique climatique constitue l'un des 17 objectifs de l'Agenda 2030 de développement durable des Nations Unies signée par la Suisse, dans notre canton essentiellement mais aussi par-delà nos frontières.

<sup>1</sup> Art. 3 Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (entrée en vigueur en Suisse le 21 mars 1994)

#### **4. Conclusions**

De manière générale, le Plan Climat cantonal 2021–2026 présenté à la consultation publique entre le 16 octobre 2020 et le 16 janvier 2021 a obtenu l’aval de la majorité des répondant-e-s. L’ambition, la stratégie, la structure et le contenu du Plan Climat cantonal n’ont pas été remis en question lors de la consultation par la majorité des organismes consultés.

Lors de sa séance du 8 juin 2021, le Conseil d’Etat a adopté le Plan Climat cantonal dans sa version consolidée.

Au vu des éléments présentés, le Conseil d’Etat demande au Grand Conseil d’ouvrir auprès de l’Administration des finances un crédit d’engagement de 21 000 000 francs pour la mise en œuvre des mesures du Plan Climat cantonal du canton de Fribourg pour les années 2022 à 2026. Le Conseil d’Etat invite donc le Grand Conseil à adopter le présent projet de décret.

---





## Botschaft 2021-DAEC-64

8. Juni 2021

# des Staatsrats an den Grossen Rat zum Dekretsentwurf über einen Verpflichtungskredit für die Umsetzung des Klimaplanes des Kantons Freiburg

Wir beantragen einen Verpflichtungskredit von 21 000 000 Franken für die Umsetzung von 2022 bis 2026 des Klimaplanes des Kantons Freiburg.

Die Botschaft ist wie folgt gegliedert:

<b>1. Hintergrund</b>	<b>9</b>
<b>2. Klimaplan des Kantons Freiburg</b>	<b>10</b>
<b>3. Finanzierung</b>	<b>15</b>
<b>4. Schlussfolgerungen</b>	<b>16</b>

## 1. Hintergrund

### 1.1. Klimawandel in der Schweiz und im Kanton Freiburg

Das Klima in der Schweiz hat sich in den letzten Jahrzehnten stark verändert. Die Schweiz erfährt aufgrund ihrer geografischen Lage eine deutlich stärkere Erwärmung als der globale Durchschnitt<sup>1</sup> mit sichtbaren Auswirkungen wie dem Rückzug der Gletscher, dem Anstieg der Temperatur von Seen und Fließgewässern, der Veränderung der jahreszeitlichen Entwicklung von Pflanzen und einer Zunahme der Todesfälle bei Hitzewellen (BAFU 2020).

2018 veröffentlichte das *National Centre for Climate Services* (NCCS – Netzwerk des Bundes für Klimadienleistungen) die Schweizer Klimaszenarien CH2018, die gemeinsam mit dem Bundesamt für Meteorologie und Klimatologie (Meteo-Schweiz) sowie dem *Center for Climate Systems Modeling* der Eidgenössischen Technischen Hochschule Zürich (ETH Zürich) erstellt worden waren. Diese Szenarien zeigen und vergleichen die Auswirkungen des Klimawandels auf die Schweiz bis 2085, *mit* und *ohne* Klimaschutzmassnahmen. Die Szenarien sehen trockenere Sommer, heftigere Niederschläge, mehr Hitzetage und schneearme Winter vor.

Zum Beispiel: *Ohne Klimaschutz* könnten die Sommerniederschläge aufgrund des Klimawandels um 45% zurückgehen. Der Kanton Freiburg dürfte mit einem Rückgang der

Sommerniederschläge von 20 bis 40% zu den Regionen zählen, die durch die Trockenperioden am stärksten getroffen werden. Sogar im Szenario *mit Klimaschutz* ist für die Region Freiburg bis 2085 ein Rückgang der Sommerniederschläge von bis zu 20% vorgesehen (CH2018, Project Team 2018).

### 1.2. Vision des Bundes und des Kantons Freiburg

Im Rahmen des Übereinkommens von Paris (2015), eines rechtlich verbindlichen internationalen Staatsvertrags der 21. Konferenz der Vertragsparteien des Rahmenabkommens der Vereinten Nationen über Klimaänderungen (COP21), haben sich die 196 Unterzeichnerstaaten auf gemeinsame Ziele zur Verminderung der Treibhausgase (THG) geeinigt (BAFU 2018). Das Dokument zielt darauf ab, den durch den Menschen verursachten durchschnittlichen globalen Temperaturanstieg gegenüber der vorindustriellen Zeit auf deutlich unter 2° C zu begrenzen und eine maximale Erwärmung von 1,5 °C anzustreben.

Die Schweiz hat das Übereinkommen von Paris 2017 ratifiziert. Seit ihrem Beitritt zum Kyoto-Protokoll im Jahr 2003 verfolgt sie eine THG-Reduktionsstrategie. Deren rechtliche Grundlage ist das CO<sub>2</sub>-Gesetz, das seit 2008 in Kraft ist. Die vollständige Überarbeitung dieser Gesetzgebung sieht neue Werte vor, die sich aus dem Pariser Übereinkommen ergeben. Der betroffene Zeitraum erstreckt sich von 2021 bis 2030 und die THG-Emissionen müssen gegenüber 1990 um mindestens 50% reduziert werden. Nach dem jüngsten,

<sup>1</sup> In der Schweiz ist die Jahresmitteltemperatur um fast 2 °C gestiegen, während der globale Durchschnitt bei etwa 1 °C liegt.

2018 veröffentlichten wissenschaftlichen Bericht des IPCC<sup>1</sup> zu den Auswirkungen einer globalen Erwärmung um 1,5 °C (IPCC 2018) beschloss der Bundesrat im Sommer 2019, dass die Schweiz bereits im Jahr 2050 das Ziel der Netto-Null Emissionen erreichen soll<sup>2</sup>.

Auf kantonaler Ebene hat der Staatsrat das Klima zu einer seiner Prioritäten gemacht. Im November 2019 beschloss der Staatsrat, den Übergang des Kantons zu einer klimaneutralen Gesellschaft zu beschleunigen und ihn an den Klimawandel anzupassen. Zu diesem Zweck hat er zwei Ziele als Pfeiler seiner Klimapolitik definiert:

- > Sicherstellen der Anpassungsfähigkeit des Kantonsgebiets an den Klimawandel;
- > Reduzieren der Abhängigkeit von fossiler Energie und Halbierung der Treibhausgasemissionen bis 2030. Der Kanton Freiburg will bis 2050 einen Beitrag zum Netto-Null-Ziel leisten (die verbleibenden THG-Emissionen sollen nicht höher sein als das, was die Speicher, also die Kohlenstoffsinken, aufnehmen können); er unterstützt damit die Ziele des Bundes.

In den letzten drei Jahren gab es zahlreiche Initiativen, die einen Beitrag an die Erreichung der Klimaziele des Staatsrats leisten: Erstellung einer kantonalen Treibhausgasbilanz, um den aktuellen Stand zu ermitteln und den zur Erreichung der Klimaziele erforderlichen Aufwand quantitativ zu überwachen; Analyse der Risiken des Klimawandels im Kanton; Erstellung des kantonalen Klimaplanes; Erarbeitung einer kantonalen Rechtsgrundlage (siehe Punkt 1.3); Aufschaltung einer Online-Plattform zur Unterstützung eines gesellschaftlich breit abgestützten Wandels (Unternehmen, Gemeinden, Schulen, kantonale Verwaltung, Öffentlichkeit), um das Bewusstsein für klimarelevante Fragen zu schärfen und alle Akteure in der Region Freiburg einzubeziehen. Zusätzlich zu diesen Initiativen werden mit spezifischen finanziellen Mitteln weitere Strategien, Programme und Massnahmen mit positiven Haupt- und Nebenwirkungen für den Klimaschutz umgesetzt. Dazu gehören namentlich die Strategie Nachhaltige Entwicklung, das Gebäudeprogramm, der Sachplan Velo, die Strategie Biodiversität (in Ausarbeitung), der Ausbau des öffentlichen Verkehrsangebots, die energetische Sanierung des Immobilienbestands des Staats und verschiedene Projekte im Bereich der Land- und Forstwirtschaft. Allein für

<sup>1</sup> Intergovernmental Panel on Climate Change (IPCC): wurde im November 1988 von der Weltorganisation für Meteorologie (WMO) und dem Umweltprogramm der Vereinten Nationen (UNEP) als zwischenstaatliche Institution ins Leben gerufen, die die politischen Entscheidungsträgerinnen und -träger periodisch über den Stand der wissenschaftlichen Forschung zum Klimawandel und die mit diesem Wandel zusammenhängenden Folgen und Risiken informieren und ihnen mögliche Strategien für Anpassung und Verminderung präsentieren soll. Der IPCC wird im Deutschen oft als Weltklimarat bezeichnet.

<sup>2</sup> Das Ziel «Netto-Null Emissionen» oder «Netto-Null Kohlenstoff» gilt als erreicht, wenn ein Gebiet nur das in die Atmosphäre abgibt, was die natürlichen und technischen Speicher (Kohlenstoffsinken) aufnehmen können. Es geht also darum, sowohl Massnahmen zur Verminderung der THG-Emissionen als auch zur Abscheidung und Sequestrierung zu ergreifen.

die wichtigsten Programme (der Sachplan Velo, die Abgeltungen für den öffentlichen Verkehr und das Gebäudeprogramm) belaufen sich die vom Staat für das Klima investierten Beträge auf rund 275 Millionen Franken über 5 Jahre. Darin nicht eingereicht ist das Programm zur energetischen Sanierung des Immobilienbestands des Staats, für das dem Grossen Rat noch in diesem Jahr ein Dekretsentwurf vorgelegt werden soll. Unter Einbezug der oben genannten Pläne und Strategien, die sich positiv auf das Klima auswirken können, belaufen sich die vom Staat zugesagten Beträge auf ungefähr 500 Millionen Franken über 5 Jahre.

Darüber hinaus zielt ein Vorentwurf für ein Klimagesetz darauf ab, die Klimapolitik des Kantons Freiburg zu stärken. In der Tat verlangten die Grossrätinnen Julia Senti und Christa Mutter mit ihrer Motion (2019-GC-44) vom 28. März 2019 die Schaffung einer kantonalen gesetzlichen Grundlage für die Klimapolitik des Staats. Konkret forderten die Motionärinnen, dass die gesetzlichen Bestimmungen mindestens folgende Elemente umfassen: die Ausarbeitung der Klimastrategie, die Festlegung der kantonalen Klimaschutzziele sowie ein Mechanismus zur Finanzierung der in der Strategie vorgesehenen Massnahmen. In seiner Antwort vom 26. November 2019 anerkannte der Staatsrat, dass «eine formelle Verankerung des Klimaplanes im kantonalen Recht ein wirksames Mittel wäre, um die Strategie dauerhaft festzulegen, sie verbindlich zu machen und ihre Legitimität zu stärken». Am 24. Juni 2020 erklärte der Grosse Rat die Motion erheblich und beauftragte den Staatsrat damit, die Gesetzgebungsarbeiten zu beginnen. Der Gesetzesvorentwurf steht vor dem Abschluss. Der Staatsrat will ihn im Laufe des Jahres 2021 in die öffentliche Vernehmlassung geben.

Zweck der vorliegenden Botschaft ist es, Mittel für die Umsetzung des kantonalen Klimaplanes der ersten Generation bereitzustellen. In der Folge wird der oben erwähnte Gesetzentwurf diesen ersten Verpflichtungskredit durch die Einrichtung neuer Finanzierungsmechanismen verstärken.

## 2. Klimaplan des Kantons Freiburg

### 2.1. Inhalt und Aufbau

Der kantonale Klimaplan legt die Klimastrategie für den Zeitraum 2021–2026 fest. Es ist dies die erste kantonale Klimastrategie überhaupt. Entsprechend der vom Staatsrat vorgegebenen Ausrichtung ist der kantonale Klimaplan in 2 Teile (Anpassung und Verminderung), 8 strategische Achsen und 115 Massnahmen unterteilt (siehe Abb. 1).

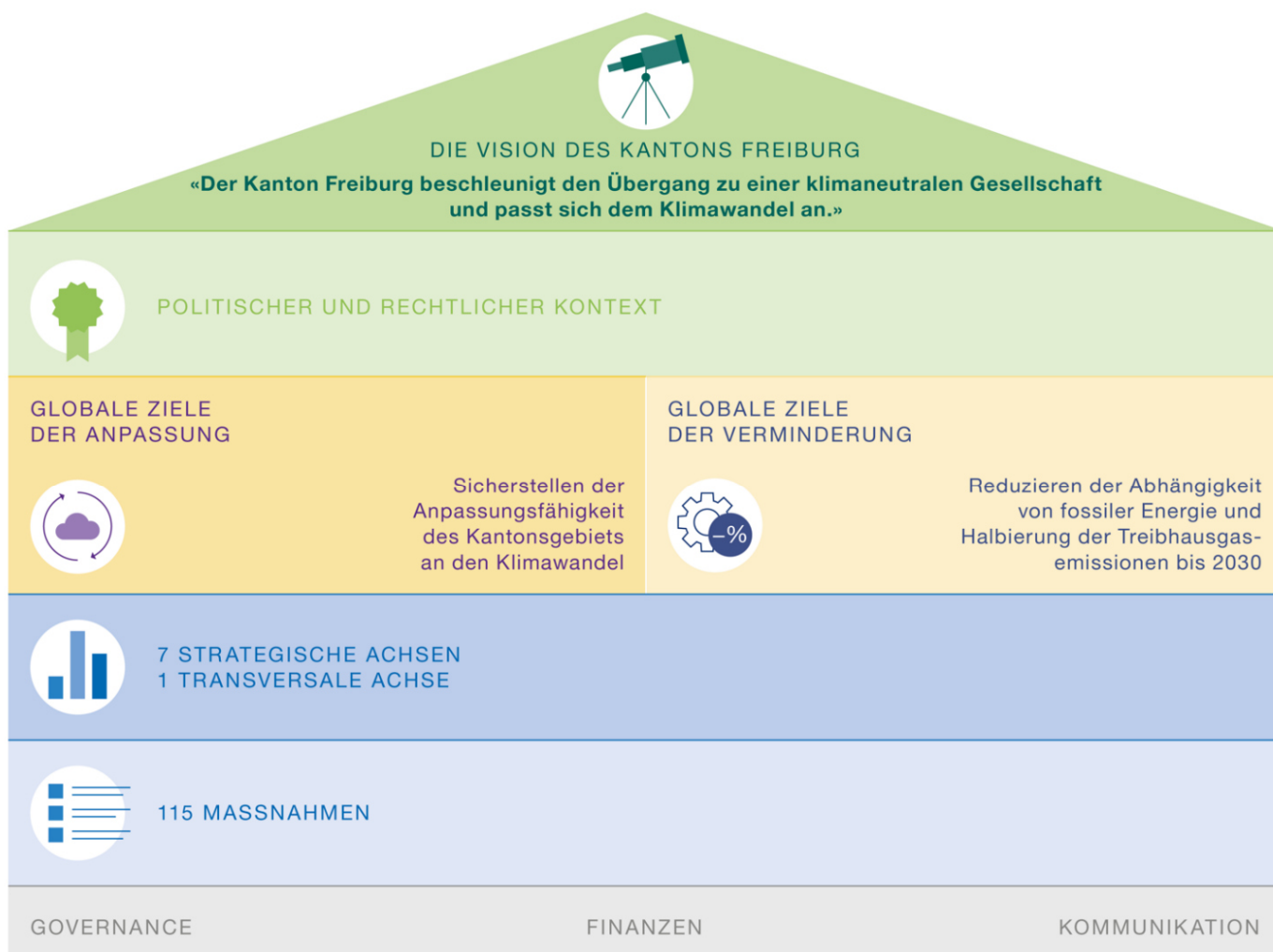


Abb. 1: Gesamtkontext des kantonalen Klimaplans.

Quelle: Staat Freiburg

Der erste Pfeiler beinhaltet das Thema *Anpassung*, d. h. die erforderlichen Massnahmen, die es dem Kanton erlauben, sich an den derzeitigen und künftigen Klimawandel anzupassen. Er umfasst die Achsen «Wasser», «Biodiversität» und «Raum und Gesellschaft». Der zweite Pfeiler beinhaltet das Thema *Verminderung*, wozu die Massnahmen zur Verminderung und Lagerung von Treibhausgasen zählen, mit dem Ziel, der Klimaerwärmung Einhalt zu gebieten. Es setzt sich aus vier Achsen zusammen: «Mobilität», «Energie und Gebäude»,

«Landwirtschaft und Lebensmittel», «Konsum und Wirtschaft». Eine transversale Achse vervollständigt die beiden Pfeiler und verstärkt den sektorenübergreifenden Charakter dieser Strategie. Sie beinhaltet Massnahmen zur Koordination, Sensibilisierung und Kommunikation, die sich auf alle Sektoren beziehen.

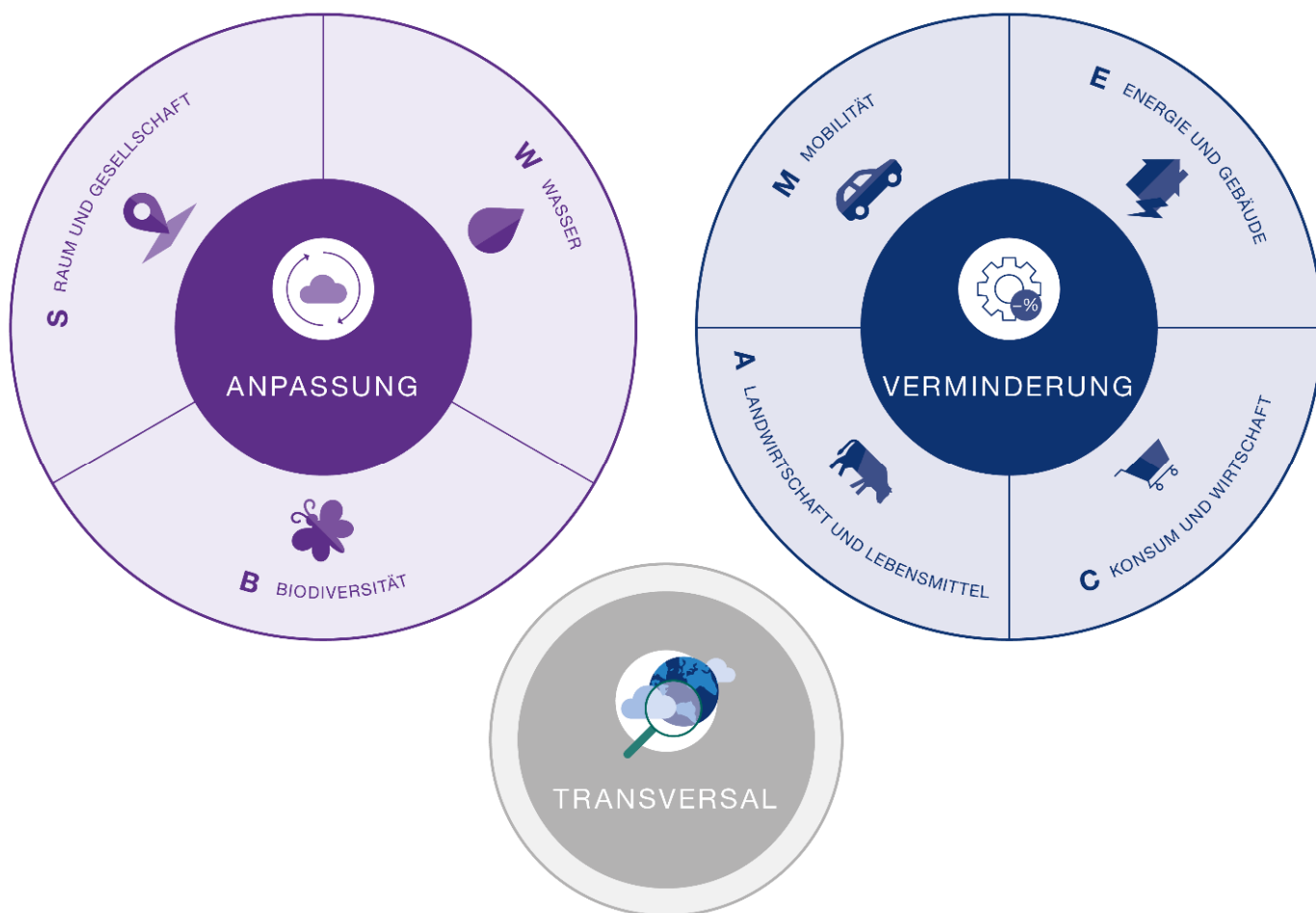


Abb. 2: Die 8 strategischen Achsen des kantonalen Klimaplanes.

Quelle: Staat Freiburg

## 2.2. Ziele

Insgesamt schlägt der kantonale Klimaplan eine Klimastrategie vor, die es dem Kanton Freiburg ermöglicht, sich auf den Pfad der THG-Reduktion zu begeben und damit die vom Staatsrat gesetzten Ziele zu erreichen, nämlich die THG-Emissionen Freiburgs bis 2030 zu halbieren und zum Ziel Netto-Null Emissionen bis 2050 beizutragen. Um die Umsetzung der Klimaziele zu beurteilen, wird alle fünf Jahre eine vollständige Treibhausgasbilanz erstellt. Die Ergebnisse

der nächsten kantonalen Treibhausgasbilanz werden aufzeigen, ob sich der Kanton auf Kurs befindet (siehe Abb. 3) und wie es um die Wirksamkeit der Massnahmen des kantonalen Klimaplanes bestellt ist. Auf diese Weise ist es möglich, den Grad der Zielerreichung in regelmässigen Abständen zu überprüfen und den Massnahmenplan gegebenenfalls neu auszurichten. Darüber hinaus werden für die Massnahmen, die sich dafür eignen, zu Beginn der Umsetzung Reduktionsziele als Leistungsindikatoren festgelegt.

TREIBHAUSGASEMISSIONEN  
Millionen Tonnen CO<sub>2</sub>eq

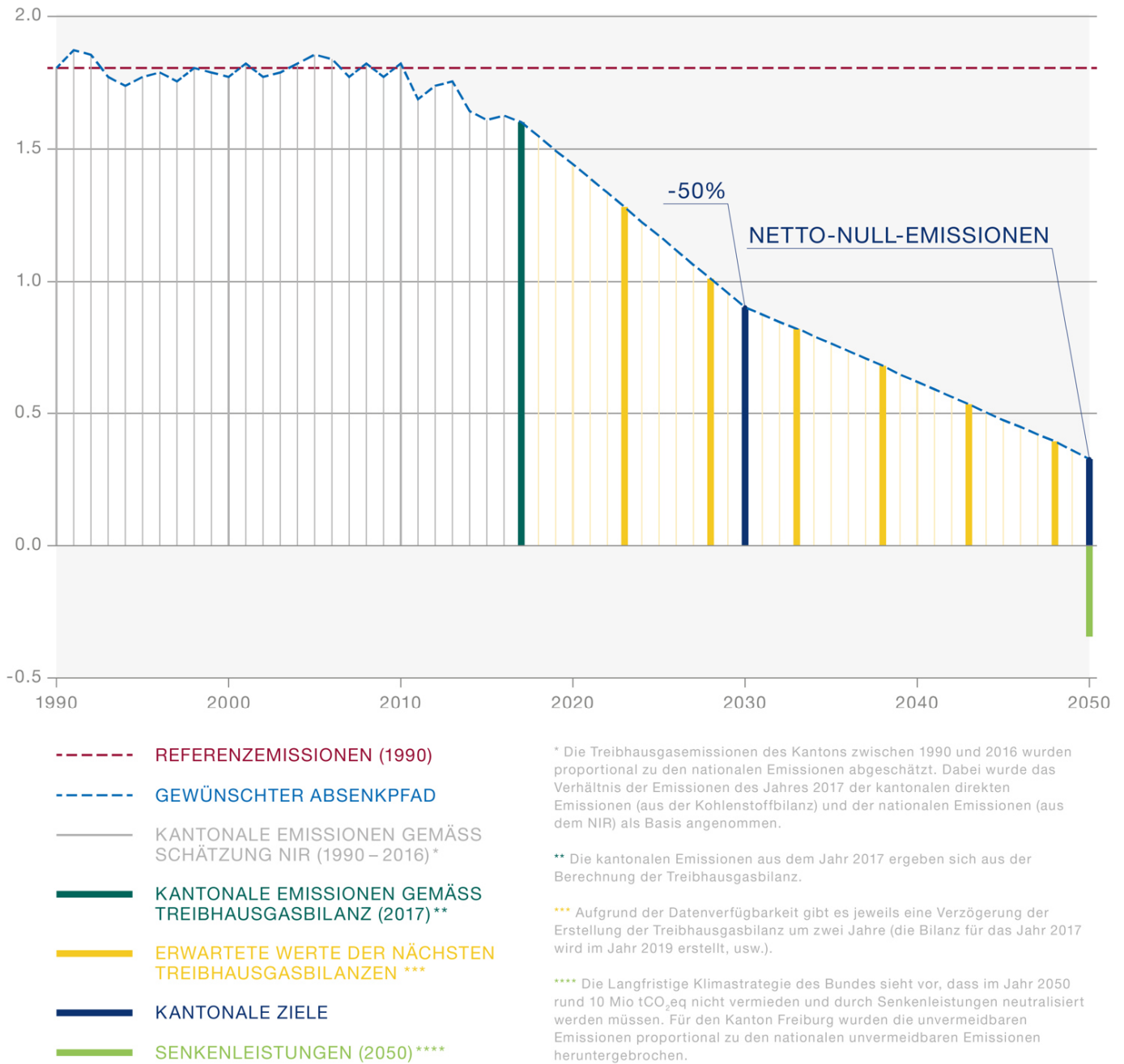


Abb. 3: Entwicklung der kantonalen direkten THG-Emissionen zwischen 1990 und 2017 und Pfad zur Erreichung der vom Staatsrat festgelegten Ziele.

Quelle: Staat Freiburg

### 2.3. Massnahmen

Der kantonale Klimaplan ist der Plan oder Massnahmenkatalog, der die kantonale Klimastrategie über die verschiedenen bereits ergriffenen oder geplanten Massnahmen der staatlichen Sachpolitiken zur Verminderung der Treibhausgasemissionen hinaus umsetzt. Die 115 Massnahmen, aus denen der Plan besteht, fallen unter die oben erwähnten acht strategischen Achsen. Die Massnahmen können sechs verschiedenen Typen zugeordnet werden: «Wissen und Kommunikation», «Ermutigung», «Vorbildlichkeit des Staates»,

«Gesetzgebung», «Sektorielle Projekte» und «Pilotprojekte». Mit dieser Einteilung können die Massnahmen besser identifiziert werden. Für jede Massnahme gibt der Katalog den Titel und die Beschreibung, die für die Umsetzung zuständige Stelle und die geschätzten Kosten an. Die geschätzten Kosten für die Umsetzung der Massnahmen und die finanzielle Aufteilung je Massnahme wurden mit Hilfe der Fachleute und der verschiedenen für die Umsetzung zuständigen Stellen berechnet.

## 2.4. Arbeitsmethode und Governance

Die zwei strategischen Pfeiler des kantonalen Klimaplanes, Verminderung und Anpassung, wurden in einem partizipativen Prozess erarbeitet. An seiner Ausarbeitung beteiligten sich die betroffenen kantonalen Dienststellen, Vertreterinnen und Vertreter der Wirtschaft, der Zivilgesellschaft und der Wissenschaft sowie der Staatsrat. Die sektoralen wie auch die sektorenübergreifenden Politikbereiche (Energie, Strategie Biodiversität, Abfallplanung, Massnahmenplan Luftreinhaltung, gesamtheitliche Gewässerbewirtschaftung, kantonaler Richtplan usw.) und ihre zahlreichen bestehenden Strategien wurden alle im kantonalen Klimaplan unter Vermeidung von Doppelspurigkeiten berücksichtigt. Zu diesem Zweck nahmen auch die verschiedenen Akteure dieser Strategien an den Arbeitsgruppen teil.

Die Ausarbeitung des kantonalen Klimaplanes wurde vom Projektausschuss (COPRO) betreut, das sich aus Mitarbeitenden des Amtes für Umwelt zusammensetzte. Die Oberaufsicht

hatte der Lenkungsausschuss (COFIL) mit Vertreterinnen und Vertretern der Direktionen und der Staatskanzlei. Eine Begleitgruppe (Bundesämter, andere Kantone, Unternehmen, NGO, Gemeinden, wissenschaftliche Gruppen usw.) sowie externe Beraterinnen und Berater trugen ebenfalls zur Erstellung dieses ersten kantonalen Klimaplanes bei.

## 2.5. Zeitplan, Umsetzung, Monitoring und Revision

Die Umsetzung der ersten Generation des kantonalen Klimaplanes wurde dank der Finanzierung der vom Staatsrat als «dringend» eingestuften 25 Massnahmen (siehe Abb. 4) über den ordentlichen Voranschlag 2021 bereits eingeleitet. Die erste Generation des Klimaplanes ist für den Zeitraum von 2021 bis 2026, also über sechs Jahre, geplant. Die darauf folgenden Klimaplan-Generationen werden sich mit den Legislaturperioden decken.









ADAPTATION			ATTÉNUATION				TRANSVERSAL
W	B	S	M	E	A	C	
							
EAU	BIODIVERSITÉ	TERRITOIRE ET SOCIÉTÉ	MOBILITÉ	ÉNERGIE ET BÂTIMENTS	AGRICULTURE ET ALIMENTATION	CONSOMMATION ET ÉCONOMIE	
W.5.1	B.6.1	S.1.3	M.1.1	E.3.2	A.2.2	C.2.1	T.1.3
W.5.5		S.2.2	M.3.2	E.5.1	A.2.4	C.2.4	T.6.1
		S.5.5	M.4.1		A.5.1	C.3.1	T.6.2
		S.5.6	M.4.2				T.6.3
		S.5.10	M.4.3				

Abb. 4: Die 25 als dringend eingestuft und 2021 lancierten Massnahmen des kantonalen Klimaplanes.

Der Staatsrat setzt die Strategie durch die in der Massnahmenbeschreibung genannten Direktionen und Verwaltungseinheiten um. Die Raumplanungs-, Umwelt- und Baudirektion ist für die detaillierte Budgetüberwachung und Buchprüfung aller im Plan vorgesehenen Massnahmen zuständig. Alle Massnahmen werden vom COPRO und vom COFIL koordiniert.

Der Fortschritt und die Wirksamkeit der Massnahmen des kantonalen Klimaplanes werden periodisch durch ein *Reporting* mit Monitoringblättern und Jahresberichten evaluiert. Dieses Monitoring wird vom COPRO und vom COFIL und

damit bereichsübergreifend unter Einbeziehung aller Direktionen sichergestellt.

Alle fünf Jahre werden die Massnahmen auf der Grundlage einer aktualisierten kantonalen Treibhausgasbilanz komplett neu angepasst und die Prioritäten neu definiert. 2027 soll der kantonale Klimaplan komplett revidiert und ein neuer Zeithorizont für dessen Revision vorgegeben werden (2031). Der Prozess liegt in der Verantwortung des COFIL, während die finanzpolitischen Prioritäten weiterhin vom Staatsrat und dem Grossen Rat festgelegt werden.



## 2.6. Vorteile

Der Kampf gegen den Klimawandel erfordert einen globalen Übergang zu kohlenstofffreien Gesellschafts- und Wirtschaftsmodellen. Die gesetzten Ziele können nur erreicht werden, wenn sich die Gesellschaft auf neue Lebensstile und Konsummuster sowie neue wirtschaftliche Produktionsmodelle einstellt. Diese Veränderungen bieten auch grosse Chancen, darunter eine bessere Lebensqualität, mehr Innovation und Forschung sowie positive Auswirkungen auf die lokale Produktion von Energie und Konsumgütern. Den Kantonen kommt beim Aufbau einer ökologischeren Gesellschaft in Zusammenarbeit mit anderen öffentlichen Institutionen, Gemeinden, Unternehmen, Verbänden und der Bevölkerung eine entscheidende Rolle zu. Die erste Generation des kantonalen Klimaplanes legt den Grundstein für eine Gesellschaft, die sich an den Klimawandel anpassen kann und in dieser Hinsicht vorbildlich ist. Sie ist der Beitrag des Kantons Freiburg zu einer weltweiten Anstrengung, an der sich Bund, Kantone und die Gesellschaft beteiligen. Die Massnahmen zum Klimaschutz werden sich in vielen Bereichen auswirken und sowohl für die Bürgerinnen und Bürger als auch für die Beschäftigung und die Wirtschaft im Kanton vorteilhaft sein. Der Entwurf der Freiburger Klimastrategie stellt eine adäquate Koordination mit anderen sektorspezifischen und sektorenübergreifenden Politiken und Strategien sicher und vermeidet dabei Doppelspurigkeiten; so werden bestehende Massnahmen verstärkt und neue ehrgeizige Massnahmen vorgeschlagen.

## 3. Finanzierung

### 3.1. Kosten des kantonalen Klimaplanes

Der geschätzte Betrag für die Umsetzung des kantonalen Klimaplanes 2021–2026 beträgt 22 800 000 Franken. Dieser Betrag umfasst die Finanzierung der Umsetzung der Massnahmen in ihrer Gesamtheit sowie die für die Umsetzung und Überwachung benötigten Ressourcen (einschliesslich Personalressourcen). Die Aufschlüsselung der Kosten ist für jede Massnahme und für den gesamten Umsetzungszeitraum, d.h. von 2021 bis 2026, in der Beschreibung der Massnahmen des kantonalen Klimaplanes detailliert aufgeführt. Die Kostenschätzung wurde von Expertinnen und Experten der betreffenden kantonalen Dienststellen sowie dem COPRO durchgeführt.

Von den 22 800 000 Franken sind 1 250 000 Franken im Voranschlag 2021 für die Umsetzung der 25 als dringend eingestuften Massnahmen vorgesehen. In Ergänzung dazu wurde die Summe von 540 000 Franken aus dem Plan zur Wiederankurbelung der Freiburger Wirtschaft infolge der Covid-19-Pandemie bereitgestellt. Der im Voranschlag 2021 vorgesehene Gesamtbetrag für die Umsetzung des kantonalen Klimaplanes beträgt somit 1 790 000 Franken.

### 3.2. Höhe des beantragten Kredits

Der Dekretsentwurf hat den verbleibenden Restbetrag (gerundet und nach Abzug der für 2021 zugewiesenen Beträge) von 21 000 000 Franken zum Gegenstand, die in den Jahren zwei bis sechs (2022 bis 2026) für die Umsetzung des kantonalen Klimaplanes benötigt werden. Die 21 000 000 Franken werden schrittweise über fünf Jahre auf die Massnahmen verteilt, entsprechend dem Massnahmenkatalog des kantonalen Klimaplanes. Das beantragte Globalbudget wird daher gezielt und gestaffelt entsprechend der unten stehenden Tabelle eingesetzt, vorbehaltlich der für die fraglichen Jahre verfügbaren Mittel:

2021	2022	2023	2024	2025	2026
1,79 Mio.	2,50 Mio.	3,20 Mio.	4,20 Mio.	5,10 Mio.	6,00 Mio.

Tab. 1: In Betracht gezogene Verteilung der 22 800 000 Franken des kantonalen Klimaplanes, einschliesslich der im Dekret beantragten 21 000 000 Franken für die nächsten fünf Jahre (2022 bis 2026).

Dieses Dekret untersteht dem fakultativen Finanzreferendum.

Ferner muss das Dekret aufgrund der Höhe der Kosten und gestützt auf Artikel 141 Abs. 2 des Grossratsgesetzes vom 6. September 2006 (GRG) nicht bloss von der einfachen Mehrheit der abgegebenen Stimmen, sondern von der Mehrheit der Mitglieder des Grossen Rates genehmigt werden (qualifiziertes Mehr nach Art. 140 GRG).

### 3.3. Notwendigkeit des beantragten Kredits

Die in Punkt 1.1 beschriebenen Auswirkungen des Klimawandels auf den Kanton Freiburg zeigen deutlich den Handlungsbedarf auf kantonaler Ebene. Der Kanton Freiburg spielt bei der Einflussnahme auf die Ursachen und Auswirkungen des Klimawandels eine entscheidende Rolle, um das Klimasystem zum Wohl heutiger und künftiger Generationen zu schützen<sup>1</sup>. Der beantragte Verpflichtungskredit ermöglicht die unverzügliche Umsetzung der vom Staatsrat festgelegten und im kantonalen Klimaplan definierten kantonalen Klimastrategie. Die im kantonalen Klimaplan vorgesehenen Massnahmen ermöglichen es, alle Massnahmen zugunsten des Klimas innerhalb des Staats Freiburg zu koordinieren und so die vom Staatsrat festgelegten Klimaziele zu erreichen.

<sup>1</sup> Art. 3 des Rahmenübereinkommens der Vereinten Nationen über Klimaänderungen (für die Schweiz am 21. März 1994 in Kraft getreten)



### **3.4. Andere Folgen**

Das unterbreitete Dekret hat keinen Einfluss auf die Aufgabenteilung zwischen Staat und Gemeinden und ist nicht von Fragen der Eurokompatibilität betroffen. Es trägt zur Stärkung der nachhaltigen Entwicklung bei, hauptsächlich in unserem Kanton, aber auch über unsere Grenzen hinaus, gehört die Klimapolitik doch zu den 17 Nachhaltigkeitszielen der Agenda 2030 der Vereinten Nationen, zu deren Umsetzung sich auch die Schweiz verpflichtet hat.

## **4. Schlussfolgerungen**

Der kantonale Klimaplan 2021–2026, der vom 16. Oktober 2020 bis 16. Januar 2021 in der öffentlichen Vernehmlassung war, stiess auf breite Zustimmung. Ambition, Strategie, Struktur und Inhalt des kantonalen Klimaplans wurden während der Vernehmlassung von der Mehrheit der Vernehmlassungsteilnehmenden nicht in Frage gestellt.

Der Staatsrat hat in seiner Sitzung vom 8. Juni 2021 die konsolidierte Fassung des kantonalen Klimaplans verabschiedet.

In Anbetracht der dargelegten Elemente ersucht der Staatsrat den Grossen Rat, bei der Finanzverwaltung für die Umsetzung der Massnahmen des kantonalen Klimaplans für die Jahre 2022 bis 2026 einen Verpflichtungskredit von 21 000 000 Franken zu eröffnen und hierzu den Dekretsentwurf anzunehmen.

---

**Décret relatif à l'octroi d'un crédit d'engagement  
pour la mise en œuvre du Plan Climat cantonal  
du canton de Fribourg**

*du...*

---

Actes concernés (numéros RSF):

Nouveau: –  
Modifié(s): –  
Abrogé(s): –

---

*Le Grand Conseil du canton de Fribourg*

Vu les articles 3 al. 1 let. g et h, 71 et 77 de la Constitution du canton de Fribourg du 16 mai 2004 (Cst.);

Vu la loi du 25 novembre 1994 sur les finances de l'Etat (LFE);

Vu le message 2021-DAEC-64 du Conseil d'Etat du 8 juin 2021;

Sur la proposition de cette autorité,

*Décète:*

**I.**

**Art. 1**

<sup>1</sup> Le Conseil d'Etat met en œuvre le Plan Climat cantonal du canton de Fribourg.

**Dekret über einen Verpflichtungskredit für die Umsetzung  
des Klimaplanes des Kantons Freiburg**

*vom...*

---

Betroffene Erlasse (SGF Nummern):

Neu: –  
Geändert: –  
Aufgehoben: –

---

*Der Grosse Rat des Kantons Freiburg*

gestützt auf die Artikel 3 Abs. 1 Bst. g und h, 71 und 77 der Verfassung des Kantons Freiburg vom 16. Mai 2004 (KV);

gestützt auf das Gesetz vom 25. November 1994 über den Finanzhaushalt des Staates (FHG);

nach Einsicht in die Botschaft 2021-DAEC-64 des Staatsrats vom 8. Juni 2021;

auf Antrag dieser Behörde,

*beschliesst:*

**I.**

**Art. 1**

<sup>1</sup> Der Staatsrat setzt den Klimaplan des Kantons Freiburg um.

**Art. 2**

<sup>1</sup> Un crédit d'engagement de 21 000 000 de francs est ouvert auprès de l'Administration des finances en vue de la réalisation des mesures prévues dans le Plan Climat cantonal adopté par le Conseil d'Etat.

**Art. 3**

<sup>1</sup> Les crédits de paiement nécessaires seront portés aux budgets des années 2022 à 2026, sous les rubriques correspondantes, et utilisés conformément aux dispositions de la loi sur les finances de l'Etat.

<sup>2</sup> Le Conseil d'Etat peut prolonger d'une année la durée du présent décret.

**II.**

*Aucune modification d'actes dans cette partie.*

**III.**

*Aucune abrogation d'actes dans cette partie.*

**IV.**

Le présent décret est soumis au referendum financier facultatif.

Il entre en vigueur dès sa promulgation.

**Art. 2**

<sup>1</sup> Für die Umsetzung der Massnahmen, die im kantonalen Klimaplan definiert sind, der vom Staatsrat angenommen wurde, wird bei der Finanzverwaltung ein Verpflichtungskredit von 21 000 000 Franken eröffnet.

**Art. 3**

<sup>1</sup> Die erforderlichen Zahlungskredite werden unter den entsprechenden Kostenstellen in die Voranschläge der Jahre 2022–2026 aufgenommen und gemäss Gesetz über den Finanzhaushalt des Staates verwendet.

<sup>2</sup> Der Staatsrat kann die Gültigkeitsdauer dieses Dekrets um ein Jahr verlängern.

**II.**

*Keine Änderung von Erlassen in diesem Abschnitt.*

**III.**

*Keine Aufhebung von Erlassen in diesem Abschnitt.*

**IV.**

Dieses Dekret untersteht dem fakultativen Finanzreferendum.

Es tritt mit der Promulgierung in Kraft.